



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_181-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt deux, le douze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 6 décembre 2022 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Damien GUILLARD, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Eric LE FEVRE, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aurélien LECACHEUR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Philippe QUERNE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Christel BOUBERT donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Aline MARECHAL donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Excusé(e)s : 4

Virginie LAMBERT
Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE
Agnès MONTRICHARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 12 décembre 2022

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le



ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_181-DE

M_DL221212_181

FINANCES - VOTE D'UNE SUBVENTION 2023 AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET REFACTURATIONS DES CHARGES INHÉRENTES AU CCAS ET SUPPORTÉES PAR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Le Centre Communal d'Action Sociale est un établissement public administratif chargé de piloter et de coordonner l'action sociale municipale de Montivilliers. Afin d'assurer la continuité de ses missions et d'équilibrer son budget de fonctionnement, la Ville évalue et verse annuellement une subvention de fonctionnement.

Le rôle du CCAS de Montivilliers est de mettre en lien les personnes âgées avec les prestations sociales locales qui peuvent leur être utiles, notamment l'hébergement et la restauration par le biais des résidences autonomes. En cette période de crise sanitaire, la ville maintient son soutien au CCAS, dont l'activité est élémentaire dans les réponses à apporter aux familles Montivillonnaises.

Dans l'attente d'une nouvelle convention entre la Ville de Montivilliers et le CCAS, il est proposé de faire perdurer les pratiques de l'ancienne convention actée par la délibération n° 23 du Conseil Municipal du 14 décembre 2015.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2023 ;

VU la délibération et le rapport sur les orientations budgétaires du 21 novembre 2022 ;

VU la commission Finances du 18 novembre 2022 portant sur le rapport d'orientations budgétaires;

VU la commission Finances du 9 décembre 2022 qui s'est réunie pour examiner le BP 2023 ;

CONSIDÉRANT

- Que le Centre Communal d'Action Sociale met en œuvre la politique sociale de la commune en direction des habitants ;
- Que le montant de la subvention annuelle est déterminé pour assurer l'équilibre du budget du CCAS ;
- Que la ville supporte des charges inhérentes au CCAS

Sa Commission Finances réunie le 8 décembre 2022 ayant émis un avis favorable;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Conseiller délégué en charge des Finances, des Marchés publics et du Développement économique ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- **D'attribuer**, pour 2023, une subvention au Centre Communal d'Action Sociale pour un maximum de 1 077 000,00 €

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_181-DE

- **De refacturer**, pour 2023 au CCAS les charges supportées par le budget principal de la commune à savoir :

- La masse salariale tant du CCAS que des RPA estimée au BP 2023 à 950 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)
- La fourniture de repas au RPA estimée au BP 2023 à 120 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)
- Les frais des moyens des ressources hors masse salariale estimés au BP 2023 à 150 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)

Imputations budgétaires

Exercice 2023

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 520

Nature et intitulé : 657362

Montant de la dépense : 1 077 000 €

Imputations budgétaires

Exercice 2023

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 520

Nature et intitulé : 70841

Montant de la recette : 950 000 €

Imputations budgétaires

Exercice 2023

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 520

Nature et intitulé : 7067

Montant de la recette : 120 000 €

Imputations budgétaires

Exercice 2023

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 61

Nature et intitulé : 70873

Montant de la recette : 150 000 €

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_181-DE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 29

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.